C.N.T A.I.T

Le combat SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27e année - Nouvelle série, N° 116 — 20 FRANCS — VENDREDI 8 JANVIER 1954

Le Prêtre n'est là, dans la Société que pour maintenir l'Homme dans sa crasse intellectuelle, que pour faire des multitudes servilisées, un troupeau de brutes imbéciles et couardes.

Octave MIRBEAU

Les grèves actuelles

Les grèves ont une tendance à se généraliser et à gagner des secteurs où l'idée de faire grève était jusqu'alors totalement inconnue. Un symptôme nouveau est que la grève sort du cadre ouvrier pour appuyer toutes sortes de revendications et même pour faire agir les gouvernements: tout le monde à présent le trouve naturel. Ces mouvements qui se développent dans le monde entier n'ont pas le caractère révolutionnaire affirmé de la première époque où la grève fut considérée l'arme révolutionnaire par excellence, destinée à obtenir l'émancipation intégrale des travailleurs. L'affaiblissement de l'idée de grève qui s'ensuivit est dû à la collaboration politique et sociale avec l'Etat et le capitalisme commencée par les radicaux et reprise par les socialistes de toute tendance.

Or de nos jours, et en particulier depuis cette année, les grèves prennent une extension et des caractères inattendus; elles redonnent un sens profond à ce geste des travailleurs, dont on oubliait qu'il avait pris, au début du vingtième siècle, un caractère presque mythique. Le caractère politique que les divers partis qui dominent les syndicats leur imprimaient et les nombreux échecs qui en ont résulté avaient fini par les dévaloriser dans l'esprit des travailleurs. D'où l'indifférence, la non obéissance aux ordres donnés par les Comités syndicaux, la désertion même des syndicats. Puis maintenant, d'une façon spontanée comme les grands mouvements populaires de l'histoire, le mécontentement ressenti plus ou moins obscurément par les travailleurs, souvent entraînés dans des grèves pour des buts qu'ils n'approuvaient pas, se rendant compte de l'impasse où conduit la structure actuelle de la société, s'est traduit en France en août dernier précisément par une grève, une des plus vastes que ce pays ait connue, anormale ou paradoxale en apparence: sa date coïncidant avec la période des vacances, son ampleur, son unanimité, le fait qu'elle a commencé dans le secteur public, puis entraîné le secteur privé, une apparente confusion sur les buts, le peu d'action des cadres dirigeants sur la base. L'ensemble révèle un mécontentement profond et l'attachement aux conquêtes syndicales, faits d'autant plus révélateurs que le peuple français est relativement à l'aise lorsqu'on le compare à d'autres peuples et que, malgré tout ce qui a été dit ou peut être encore dit contre la grève pour l'en détourner, il y revient spontanément. Le plus significatif est que, malgré les affirmations de la presse, même syndicale, déclarant qu'il a perdu, il sent parfaitement qu'il a gagné et il est prêt à recommencer, et que c'est son meilleur moyen d'action. Les porte-voix syndicaux n'ont pas su dégager qu'il est des victoires morales qui l'emportent sur quelque déroute matérielle: les revendications matérielles obtenues en août, pour appréciables qu'elles soient, sont un échec par rapport aux objectifs; mais la vraie victoire, celle que le peuple sent, est une victoire morale, et c'est la véritable.

Les travailleurs reviennent par intuition aux méthodes et tactiques du syndicalisme révolutionnaire classique. Les syndicalistes révolutionnaires doivent savoir apprécier cette situation qui met en évidence l'échec du réformisme et aide les travailleurs à reprendre conscience d'eux-mêmes autour des buts et principes de notre internationale, alors que l'impasse est dans une prétendue rénovation se disant avec son temps, adoptant les positions qui n'ont pour objet que de tirer profit de soi-disant avantages que l'Etat ou le patronat accordent à ceux qui acceptent la collaboration avec lui. La situation actuelle confirme l'échec des Conseils Economiques, conventions collectives et autres innovations de même nature, dans lesquels l'Etat imprime son dirigisme afin de brider les travailleurs avec l'aide du fonctionnarisme syndical et des techniciens qui se rendent indispensables par la complication des divers rouages-institutions qui aboutissent d'une façon progressive, mais fatale, à une restriction toujours plus grande de la liberté.

R. LAMBERET.

Le coin des P.T.T.

Il est à peu près certain que lorsque cet article paraîtra, nous serons fixés sur l'issue de la grève; en dépit des déclarations grandiloquentes de certains stratèges fédéraux, il est fort probable que nous assisterons une fois de plus à une conclusion en queue de poisson ainsi que nous l'indiquions dans le dernier numéro du « Combat Syndicaliste ». Comment pourrait-il en être autrement?

La grève a d'étranges analogies avec la guerre. A-t-on jamais vu une armée remporter une victoire lorsqu'une partie des troupes n'est pas du tout décidée à se battre, lorsqu'une autre partie n'a pas d'opinion bien arrêtée sur la question ou mieux préfère voir les marrons tirés du feu par le voisin, lorsqu'une autre partie se dépense dans des actions isolées entreprises par des groupes agissant sans entente préalable, sans idée de coordination, lorsqu'enfin le haut commandement est partagé entre des généraux rivaux les uns des autres, ayant chacun leurs troupes de prédilection, plus soucieux de ménager à la fois l'avenir et le prestige de leur arme que de coordonner leurs efforts sur des objectifs précis.

Telle est la situation à laquelle il nous est donné d'assister dans les P.T.T.

La Fédération nationale des Syndicats autonomes a la vedette, et pour cause, les bureaux-gares lui sont acquis en majorité; la présente grève est donc pour elle une manière de mesurer son pouvoir de décision. La Fédération postale communisante, pas du tout décidée à laisser une autre organisation tenir l'affiche à elle seule, veut bien soutenir l'action, surtout si l'occasion s'offre à elle d'accroître son stock de martyrs pour les besoins de sa publicité, mais pas en sacrifiant le meilleur de ses troupes si celles-ci n'y sont ni préparées ni résolues. C'est ainsi que l'entrée en action des grands bureaux postaux, centraux d'arrondissements à Paris et recettes principales en province qui aurait pu être un apport sérieux dans le mouvement ne s'est pratiquement pas manifestée; c'est que là, il y a tout le personnel distributeur et nous sommes en pleine période d'étrennes, ce n'est donc pas le moment de plaisanter. Déjà, au cours de leurs tournées, les facteurs en entendent de cruelles, étant rendus collectivement responsables par un public ignorant et furibard qui met dans le sac... postal, si l'on peut dire, le trieur, le facteur, le guichetier et la téléphoniste. Aussi est-il permis de penser que, pour une fois, les facteurs cégétistes n'auraient pas manqué d'envoyer au bain leur grrande Fédération si celle-ci avait eu le mauvais goût d'insister.

Quant à la Fédération socialisante F.O. et à la emmerpéisante C.F.T.C., elles n'ignorent pas que leurs troupes de cadres de maîtrise et de personnel féminin, déjà suffisamment échaudées par les retenues de traitements et de salaires consécutives aux événements d'août ne vont pas se hasarder à risquer le paquet une fois de plus, surtout au moment où les gosses attendent leurs étrennes. Les femmes sont beaucoup plus réalistes que les stratèges de café du commerce du syndicalisme.

En conclusion, une grève c'est comme une opération militaire, ça s'étudie, ça se prépare, ça ne doit pas se décider à l'aveuglette sur la seule initiative d'une culotte de peau syndicaliste en mal d'action d'éclat. En août 1954, les comités de base ont eu la faiblesse d'abdiquer en remettant leurs pouvoirs entre les mains des dirigeants fédéraux qui, eux, ne savent que répéter le mot d'ordre de certain fils du peuple qui disait jadis: « Il faut savoir terminer une grève »; une gaffe une fois faite ne se rattrape pas du jour au lendemain.

Les grévistes d'août devaient bien se douter que les gouvernants sont des gens sans parole, sans honneur, prêts à renier leurs engagements avec la même facilité qu'ils mettent à s'octroyer 25.000 francs de boni à titre de frais de secrétariat. Quand on sait cela, on en tient compte et on ne s'avise pas de lâcher la proie pour l'ombre.

La grève n'est pas un moyen dont on doit user inconsidérément. Quand on n'est pas sûr de pouvoir la mener à bonne fin, mieux vaut se tenir tranquilles, car, à ce jeu-là, il en adviendra un jour des grèves revendicatives comme des grèves politiques chères au grand parti des masses, plus personne ne bougera hormis quelques fanatiques.

Travailleurs des P.T.T., à l'avenir, méfiez-vous des apprentis sorciers du syndicalisme et prenez vous-mêmes chacun vos propres responsabilités sans attendre que l'on vous dicte votre ligne de conduite personnelle.

Syndicat des P.T.T. de la 2e U. R.

BILAN ET ESPOIRS

L'année qui vient de se terminer a vu s'accentuer la régression sociale, l'écrasement continu sous la botte des dictateurs de la classe ouvrière internationale, l'aggravation, malgré les apparences trompeuses, des menaces de guerre. Tout cela, bien que la forteresse inexpugnable que constitue jusqu'ici le capitalisme privilégié se soit effritée chaque jour un peu plus et que la faillite des politiciens à sa solde soit totale.

Pourtant, à la faveur de conflits sociaux d'une importance exceptionnelle une lueur de folle espérance, trop rapidement évanouie, laissa entrevoir au prolétariat révolté la perspective de rompre enfin les chaînes qui l'entravaient.

Les trahisons répétées des organisations syndicales inféodées aux blocs impérialistes, leur persévérance à aiguiller les forces ouvrières vers des objectifs sans rapport avec le véritable but à atteindre rendirent stérile un mouvement dont la spontanéité et la puissance avaient laissé pantois les puissants du régime.

1954 ne doit pas voir se répéter pareille défaite. Cette défaite, l'unité d'action à la base ayant été totale, ne peut être imputée qu'à l'absence de prise de conscience des travailleurs, à leur impossibilité, par manque d'éducation syndicale, d'échapper à la tutelle de leurs mauvais pilotes et de prendre en mains, eux-mêmes, la défense de leurs intérêts.

Il faut redonner au syndicalisme révolutionnaire, *plus valable que jamais*, sa véritable signification en partant de son principe de base: la solidarité.

Le monde du travail doit reprendre conscience de sa puissance irrésistible.

L'homme est la seule valeur réelle existante; le Syndicalisme doit tout mettre en œuvre pour son émancipation, pour son développement harmonieux.

Les travailleurs de tous les pays sont pareillement exploités. L'action syndicaliste doit donc être internationale. Elle doit favoriser les rapprochements entre les peuples, rejeter le racisme et le patriotisme, barrières entre les hommes.

Le Syndicalisme a pour but la prise en gestion des organismes de production et de consommation. *Il tend à satisfaire les besoins de chacun en visant l'égalité économique.*

Conscient de ce but, le syndicalisme présent doit être réaliste. Il doit s'attacher à l'éducation des travailleurs, à la satisfaction de leurs revendications immédiates en fonction de ses principes et de leurs besoins.

Le syndiqué n'est pas uniquement un cotisant. Il doit être avant tout un élément militant apportant son intelligence, ses idées, ses moyens d'action personnels à l'organisation pour une plus grande efficacité au combat.

Le syndiqué doit tendre à s'élever moralement et intellectuellement, afin d'être plus apte à jouer un rôle utile dans la Société.

Le syndiqué doit être compréhensif envers ses camarades, rejeter toute compromission avec les forces d'oppression, partis politiques, agents de l'Etat, etc. Le syndiqué doit propager les buts, les principes du syndicalisme révolutionnaire, diffuser sa presse, contribuer au maximum à son développement. Le syndiqué doit être solidaire avec ceux qui souffrent, ceux qui succombent sous les coups de force de la répression, quel que soit leur pays. Il doit donc venir en aide à ceux qui ont besoin de secours. Le syndiqué doit enfin avoir conscience qu'il fait partie d'une classe sociale exploitée et qu'il lutte contre la classe des exploiteurs, non pas pour l'asservir, mais pour équilibrer les biens produits en fonction des besoins de tous et non plus au profit d'une minorité.

La Confédération Nationale du Travail vous appelle à venir en son sein pour construire ce syndicalisme ne visant que les intérêts des travailleurs en dehors des partis, des clans, des sectes. Un syndicalisme qui lutte pour le bien-être de l'homme et son émancipation. En dehors de toute compromission.

Evariste BOCLET EST MORT

Comme un coup de massue, à moins de 24 heures des obsèques, nous est parvenue la stupéfiante nouvelle. Il nous fut impossible d'alerter en temps utile ses innombrables compagnons de lutte qui se fussent fait un devoir de l'accompagner à sa dernière demeure.

Il nous avait habitués, bien que nous sachions sa santé fortement compromise, à de tels redressements, tant était grand son courage, qu'il nous apparaissait impossible qu'il succombe.

N'avait-il pas accepté, malgré le mal implacable qui le minait, d'apporter son concours éclairé de vieux militant, depuis toujours sur la brèche, à notre C.A. Confédérale où son travail fut unanimement apprécié.

Animateur de notre mouvement aux établissements Latil, il y laisse une équipe qui s'inspirera de son action pour mener à bonne fin la tâche que nous nous sommes assignée.

Boclet est mort en combattant.

Ceux qui l'ont cotoyé, ont travaillé au coude à coude avec lui, sont seuls susceptibles d'apprécier l'importance de la perte qui nous afflige.

A sa famille douloureusement affectée, la C.N.T. toute entière adresse ses respectueuses condoléances.

C. N. T.

COMMUNIQUÉS

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance: ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris-18e. Chèque Postal: 6261-16 Paris.

☆

Tous les fonds doivent être envoyés à Arondel Maurice, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e), C.C.P. 8824-68 Paris.

Les collaborateurs du C.S. sont priés de n'écrire que sur un côté de leurs feuillets en laissant une marge légère pour des corrections éventuelles.

Syndicat Unifié du Bâtiment
de la Région Parisienne

Assemblée Générale du Bâtiment: dimanche 20 décembre 1953, à 9 h. 30 précises, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Paris (19e), métro: Colonel-Fabien. Ordre du jour très important.

2e UNION REGIONALE

Pour tout ce qui concerne la 2e U.R., adresser la correspondance au Secrétaire, le camarade Ch. MARTIN, 37, rue Pernety, à Paris (14e).

C.N.T. Brest.

— S.U.B.: Assemblée Générale, dimanche 17 janvier 1954, à 9 h. 30, Chope du Combat, 2, rue de Meaux (Métro: Colonel-Fabien).

SYNDICAT DES EMPLOYES

Réunion du Syndicat, le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, au Siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

Intercorporatif de Brest

Dimanche 10 janvier, à 9 h. 30, local C.N.T., porte Fautras, Assemblée Générale de l'Intercorporatif au cours de laquelle d'importantes décisions seront prises. Un appel est adressé à tous les syndicalistes pour qu'ils y assistent.

Le Bureau.

8e UNION REGIONALE

Meeting à Bordeaux

Le dimanche 27 décembre, l'Union locale C.N.T. de Bordeaux avait organisé au cinéma des Capucins un meeting contre les accords hispano-américains. Ce meeting suivait d'autres réunions socialistes et communistes sur le même sujet. Il était indispensable de souligner notre position et de montrer en quoi elle se différenciait de la position de l'U.G.T. ou de l'attitude traditionnelle des gens du Kremlin.

Ce meeting, où ont pris la parole J. Barrué et P. Lapeyre pour la C.N.T. française, et Federica Moutscry pour la C.N.T. espagnole en exil, a eu un succès satisfaisant. Environ 900 auditeurs. Une collecte, qui a rapporté 19.000 frs, a permis de couvrir les frais de propagande.

19e REGION

Union Locale des Syndicats
Siège: Vieille Bourse du Travail
Salle n° 5

ASSEMBLEE GENERALE

13, rue de l'Académie - Marseille

DES DELEGUES
DES SYNDICATS DE L'U.L.

Les délégués respectifs des syndicats adhérents sont invités à assister à l'Assemblée Générale de l'Union qui aura lieu le *dimanche* 10 *janvier* 1954 à 9 heures très précises.

Ordre du jour:

1° Compte rendu moral et financier de l'année 1953. Renouvelllement du Bureau pour 1954;

2° Dispositions à prendre en vue de la tenue du Congrès de la C.N.T., qui aura lieu les 6 et 7 juin 1954;

3° Discussion et décisions à prendre sur les questions portées à son ordre du jour;

4° Questions diverses.

Le Bureau de l'Union Locale, vu l'importance des questions portées à l'ordre du jour, compte sur la bonne volonté de chacun quant à sa présence indispensable et à son exactitude.

Le Bureau de l'Union Locale.

NOTA. — Il est rappelé à tous les adhérents et sympathisants que la permanence a lieu tous les mercredis et samedis de 17 h. à 19 h. 30. Tous les mercredis soir, réunion du Conseil de l'Union. Prendre note que notre « Combat Syndicaliste » est en vente à notre Siège.

DANS NOS RÉGIONS

18e REGION

ATTEINTE A LA LIBERTE D'EXPRESSION

La Confédération Nationale du Travail vient d'organiser une tournée de conférences avec Aristide Lapeyre sur le sujet suivant: La religion, le capitalisme et l'Etat contre les travailleurs.

Une conférence était prévue à Aiguebelle (Savoie). Tout d'abord, nous nous sommes vus refuser la salle du cantonnement Borie (salle ordinairement accordée aux diverses organisations et servant même à célébrer la messe le dimanche). Naturellement, la Direction ne tenait pas à nous voir parler aux travailleurs car elle sait bien notre action sur les chantiers. Nous trouvons inadmissible que, en dehors du travail, les entreprises aient des droits sur la liberté des travailleurs, sous prétexte qu'ils sont logés dans des villages pré-fabriqués et sous le contrôle de l'E.D.F.

Après accord avec le maire pour la salle de la mairie, la propagande fut effectuée. Or, une demi-heure avant la conférence, le maire nous refuse la salle sous prétexte d'intervention de la préfecture, de la police, etc. On ne sait pas bien au juste car il se contredisait assez souvent. Néanmoins, un fait est là, pour faire plaisir au curé, ou aux politiciens, le maire d'Aiguebelle viole la liberté d'expression garantie par la Constitution.

M. le maire qui nous a déclaré qu'en U.R.S.S. la liberté de réunion était totale, sans doute pour nous pousser à la comparaison, n'en vint pas moins à employer des méthodes fascistes. Nous appelons tous les travailleurs à réfléchir, à être vigilants et à lutter pour que soient sauvegardées les libertés qui nous restent et conquérir celles qui nous manquent. L'action du maire d'Aiguebelle et de ceux qui l'ont poussé, s'il y en a, loin de nous faire peur, ne peut que nous renforcer dans notre lutte.

La C.N.T.

19e REGION

APPEL DE L'UNION LOCALE DE MARSEILLE

Nombreux sont les travailleurs qui fuient le Syndicat oubliant que le capitalisme, puissamment organisé, guette les moindres faiblesses ouvrières et que l'amélioration de la condition prolétarienne dépend de la volonté des travailleurs, de leur conscience de classe, de la solidarité de classe.

Voici qu'à la suite de l'indifférence ouvrière, le capitalisme passe à l'action, impose la lutte de classe, il sévit durement. Le résultat de son action se chiffre par:

Réduction du personnel;
Augmentation du chômage;
Blocage des salaires;
Augmentation constante de la production au détriment de la santé ouvrière et de la sécurité sociale;
Misère des foyers ouvriers.

Cela durera-t-il toujours? Incontestablement si l'ouvrier continue à se désintéresser du syndicat, le capitalisme imposera sa loi; il n'en sera plus de même si l'ouvrier décide de considérer le syndicat comme un outil de défense et de lutte quotidienne, s'il se convainc qu'à l'heure actuelle il ne suffit plus d'être syndiqué, d'être un bon cotisant, mais que, plus que jamais, il est indispensable que l'ouvrier voit dans le syndicat une grande famille où chacun, par son intelligence, son expérience, contribuera au perfectionnement des méthodes de lutte capables d'assurer un meilleur devenir. L'OUVRIER, ET LUI SEUL, DOIT ETRE MAITRE DE SON DESTIN, c'est pourquoi, après tant d'années de syndicalisme réformiste, collaborationniste, politique, il est temps de retourner aux saines méthodes du syndicalisme révolutionnaire.

Le doute n'est plus possible, la politique est un facteur de désagrégation, de désunion; dès lors, il faut chasser des syndicats, les spéculateurs politiques; désormais les responsables syndicaux doivent être au service des travailleurs et non pas aux ordres d'un parti quelconque. Pour ce faire, il faut que l'ouvrier passe à l'action, qu'il adhère au syndicat non pas avec l'idée préconçue d'y apporter sa cotisation ou pour obéir à des slogans, mais il doit adhérer au syndicat avec l'intention d'intervenir directement dans la marche de l'organisation. En homme conscient de son rôle social, il doit participer à l'œuvre de rénovation sociale qui assurera le travail pour tous dans la liberté et le bien-être pour chacun dans la PAIX et la JUSTICE.

Camarade, dès aujourd'hui adhère à la C.N.T., seule centrale dont la devise est:

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non pas d'une poignée de politiciens, d'un parti, d'un dictateur.

LE BUREAU DE L'UNION LOCALE.

Calendrier S. I. A.

Une magnifique trichromie sur carton, représentant le symbole de la SOLIDARITE complétée par douze pages reproduisant, *au recto*, un quadrillé numéroté pour dates et memento pour chaque mois et, *au verso*, chacun des sujets suivants:

L'agrandissement de l'Univers. — Et voilà les spermatozoïdes. — La langue internationale Esperanto. — La Renaissance. — Des faits historiques. — Les arts graphiques. — Le transformisme. — La psychanalyse. — La micrographie spectrographique et minéralogique. — L'agriculture. — Fusées sidérales et psychiâtrie. — La photographie.

Le prix du calendrier est de 100 francs et est en vente à notre librairie.

Pas de hiérarchisation
de l'aumône consentie en août

Depuis de nombreuses années, la C.G.T. se plaint amèrement du blocage des salaires, que ses préoccupations politiques ont empêché d'être prises en considération par la masse des sacrifiés de tous temps.

La situation créée par les grèves qui éclatèrent spontanément en août dernier a permis aux catégories les moins favorisées de l'exploitation capitaliste d'obtenir un relèvement de leurs salaires que l'on a qualifié, par euphémisme, anormalement bas.

Un pareil déblocage partiel incite la grande Centrale la plus politisée du pays à exiger une augmentation hiérarchisée de tous les salaires. Sans mesurer l'inconséquence de cette attitude qui contraste avec ses antérieures affirmations que le blocage des salaires correspondait au blocage du pouvoir d'achat, elle entend maintenir, sinon aggraver par des aménagements catégoriels, la flagrante inégalité qui suppose chez la race humaine des individus nantis d'un ou plusieurs estomacs.

L'explosion d'août 1953 n'envisageait que de remédier à la situation du facteur et du lampiste et au cours de cette période qui connut les notoires trahisons des bonzes confédéraux des Centrales rivales, jamais ne fut envisagé une modification quelconque de la situation, déjà privilégiée, des hauts fonctionnaires.

La nouvelle attitude des dirigeants de la rue Lafayette n'est-elle pas une illustration de leur volonté de rendre inopérante la modeste amélioration consentie par les pouvoirs publics; car une augmentation hiérarchisée ne peut qu'amener une nouvelle marée montante des prix et des salaires.

Le mouvement apparent d'une augmentation générale des salaires masque toujours une réelle immobilité, sinon une régression de la situation des exploités; les prix demeurent constamment au-dessus du pouvoir d'achat par le fait qu'une simple menace d'augmentation de salaires motive l'action néfaste des trop nombreux intermédiaires qui s'interposent entre le producteur et l'acheteur.

Notre vigilance doit être en alerte constamment et, dans le cas présent, il nous faut nous méfier des revendications démagogiques qui n'ont en vue que le maintien de l'inégalité que nous combattons.

Les résultats bien maigres obtenus en août sont loin des chiffres que nous avons établis; il nous faut combattre de toutes nos forces les idées de hiérarchisation et en même temps ouvrir la voie à la réalisation du minimum de 35.000 francs qui est seul susceptible d'amener l'apaisement social où des efforts d'émancipation pourront être poursuivis dans un climat plus favorable.

LA LIME.

EXPLOITÉ, lis bien ce qui suit!

L'année s'achève sur un bilan désastreux à ton compte; les perspectives de la nouvelle s'annoncent plus désespérantes encore et ce ne sont pas les événements politiques et économiques en cours qui contribueront à ton bonheur.

Salaires en diminution ou insuffisants. Augmentation continuelle du coût de la vie. Persistance et aggravation du chômage.

Telles sont les conditions vitales imposées par l'économie capitaliste, qui menacent de durer longtemps encore.

POURQUOI?

Parce que tu crois à cette solution paresseuse: Attendre un miracle, des réformes stériles.

Comprends bien que les exploiteurs ne lâcheront pas leurs privilèges sans douleur et que, pour obtenir le moindre avantage, il te faut marcher de l'avant; quitter les sentiers chloroformés du parlementarisme; agir directement. Oui, agir directement suivant les principes du syndicalisme révolutionnaire, indépendamment de l'influence politique des pays qui se disputent la suprématie mondiale, dont tous les travailleurs feront bientôt les frais.

Vois, à titre d'exemple, le bilan de la dernière avant-der, dressé pour toi par les instituteurs de l'« Ecole Emancipée »:

LA GUERRE DE 1939-45 TOTALISE:

32.000.000 de soldats tués.
20.000.000 de victimes civiles.
26.000.000 d'exterminés dans les camps, soit 78 millions de morts.

Entends-tu, sais-tu lire?

Nous disons **78 millions de morts!**

29.500.000 blessés ou mutilés.
21.245.000 personnes évacuées, en prison, déportées, internées ou déplacées.
150.000.000 de personnes sans abri.
1.000.000 d'enfants sans parents.
20.000.000 de personnes sur les routes.
30.000.000 de logements détruits.

La dernière guerre mondiale a coûté jusqu'en 1945: 375 milliards de dollars-or!

Avec cet argent, on aurait pu offrir à chaque famille des Etats-Unis, du Canada, de l'Angleterre, de l'Irlande, de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Belgique une maison de 75.000 frs suisses (c'est-à-dire 6 millions 500.000 frs français environ), garnie d'un mobilier de 25.000 frs et, en plus, un présent de 100.000 frs. A chacune des villes dépassant 200.000 habitants, on aurait pu faire donation de 125 millions de francs pour les bibliothèques, 125 millions pour les écoles, 125 millions (toujours en francs suisses) pour créer des hôpitaux.

Comprends bien qu'avec la bombe atomique, un seul aviateur peut tuer 250.000 personnes et que, par conséquent, les notions de courage ou de patrie sont des choses périmées qui n'ont plus aucun sens.

Si tu veux bien te rappeler que ceux qui te serinent les grands mots: Devoir, Patrie, Honneur, sont ceux qui, la peur au ventre, la diarrhée dans le pantalon, battaient les records de vitesse à pied sur les routes de France, en Juin 40, quand ils n'écrasaient pas les civils avec leurs voitures pour aller plus vite.

Posant la question: A qui profite le crime? il est clair que la paix ne peut être l'œuvre des profiteurs; elle doit donc être imposée par les éternelles victimes des massacres périodiques: les travailleurs de tous les pays, unis dans une même organisation (A.I.T.).

Sur le plan économique également, dans l'immédiat, l'action syndicale tend à l'amélioration des conditions de travail; il n'y a donc aucun choix pour toi, entre les méthodes de production accélérée des grands pays mondiaux, pas plus qu'il n'y en a entre la peste et le choléra.

Il faut que ça change, dis-tu!

D'accord! l'expérience des replâtrages, suffisamment concluante, n'a abouti qu'à tourner en rond.

Le rapport salaires-prix: encore un vieux cliché! l'usage ayant montré que lorsque les salaires montent par l'escalier, les prix empruntent l'ascenseur. Dans cette manœuvre, les bas salaires sont toujours défavorisés, l'augmentation des prix s'attaquant de préférence aux produits les plus demandés, en l'occurrence, ceux, indispensables, il s'ensuit que le salarié privilégié peut encore s'offrir un piano, de qualité inférieure, peut-être, alors que le damné ne peut se procurer un biffteck.

La vie n'est pas un conte de fées et vouloir changer une organisation sociale, suppose qu'on possède les éléments de remplacement ainsi que la puissance d'exécution de cette opération.

A l'organisation actuelle du travail établie sur le principe de la plus-value, c'est-à-dire pour le bénéfice de quelques privilégiés, cause déterminante des crises économiques périodiques et de leurs cortèges de misères, doit se substituer une organisation éliminant tous profits, basée sur les besoins des consommateurs, sous le contrôle des travailleurs, ceux-ci participant à la gestion des moyens de production.

Le but essentiel du syndicalisme révolutionnaire étant d'assurer un nécessaire vital intégral à l'homme et élever sa personnalité, il importe que les travailleurs soient documentés sérieusement en vue de réaliser cet idéal social.

Tu as donc le devoir de t'organiser pour lutter, afin d'obtenir une vie plus décente pour toi et tes enfants, pour lesquels tu consens d'immenses sacrifices dans le but d'enrichir leurs connaissances professionnelles. Mais, face à un marché du travail, déjà encombré par suite de l'organisation actuelle, tes sacrifices seraient vains, si, sur le plan social, tu ne leur frayais toi-même le chemin de l'avenir.

Comme prélude à ce progrès social, tu dois exiger immédiatement que les revendications suivantes aboutissent rapidement:

- Augmentation massive du salaire de base: 35.000 (abstraction faite du budget-type établi par des humoristes syndicaux);
- Maintien des 40 heures qui doit précéder la journée de 6 heures (cette revendication n'est pas démagogique, en Australie et en Nouvelle-Zélande, par exemple, la semaine légale est de trente-cinq heures);
- Retraite à 50 ans pour tous, égale au salaire minimum garanti (rien de démagogique encore pour cette revendication. Les militaires improductifs ont leur retraite après 15 ans de service).

Si tu as pris connaissance de cet exposé succinct, avec intérêt, va rejoindre les camarades déjà sur la brèche, pour la réalisation de cet idéal social.

SECTION LOCALE C.N.T. D'AUGY.

P.-S. — Certains travailleurs, inspirés sans doute par les « moutons de Panurge » prétendent que notre Organisation est peu représentative. C'est faire preuve d'une ignorance absolue et manquer d'imagination autant que de documentation.

Ayant comme objectif la vérité toute nue et n'étant inféodés à aucun parti politique, ces esprits malins oublient que notre indépendance nous dispense des œillères réglementaires et nous permet de mordre au lieu de flatter; mordre au mollet pour avertir et, le cas échéant, à la gorge pour terrasser, justement, pour cette impudique vérité. — Section Locale.

Le prochain C. S. paraîtra le vendredi 5 Février

Nous voulons un enseignement qui forme les hommes

La grève de l'enseignement qui vient de se dérouler rappelle et fait prendre conscience à beaucoup de gens qu'il y a un problème de l'enseignement. Pour nous, syndicalistes d'avant-garde, il y a non seulement une question de vie décente pour les instituteurs et de liberté, mais aussi une question d'éducation. Nous entendons par là les matières enseignées, l'interprétation des notions élémentaires que l'on présente aux enfants, l'histoire, par exemple, la morale. La façon dont on oblige les instituteurs à enseigner.

Dans ce domaine, nous avons les méthodes d'éducation nouvelle (dites Freinet). Nous devons propager ces méthodes, encourager et aider ceux qui les appliquent et nous devons même aider à déterminer celles-ci dans de multiples domaines. Plus que jamais, au moment où les soi-disant défenseurs du prolétariat se livrent à des attaques violentes contre Freinet et son équipe, nous devons réagir.

L'appui apporté à la C.N.T. par des instituteurs dans l'Isère, par exemple, doit nous montrer que, dans ce domaine, nous trouverons des amis et surtout ferons du bon travail pour l'évolution du prolétariat.

Nous devons aussi connaître l'expérience que tentent actuellement des camarades espagnols de Limoges. Ayant eu l'occasion de passer par là, j'ai pu me rendre compte du fonctionnement de leur école. Ecole, c'est un grand mot, faute de moyens, ils en sont réduits à un cours tous les dimanches matin. Cours comprenant une trentaine d'élèves: Français-Espagnols. J'ai pu me rendre compte de la valeur et de l'ambiance de cette réalisation.

1° Pas de maître, le camarade qui enseigne est avant tout un ami, un camarade.

2° Pas de discipline. Chacun se place où il veut, parle, se déplace, est libre enfin! Mais les élèves n'en profitent pas! Pourquoi? Ils sont là pour apprendre. Ils le savent, alors pas besoin d'obligation quelconque, avec autorité. L'ami est là avec ses connaissances, qui se penche sur chacun, lui donne les explications voulues, oriente ses recherches, lui donne un plan de travail. On se groupe par équipe, selon ses aptitudes, on s'aide mutuellement.

Qu'ils sont loins les cours de nos écoles traditionnelles, où l'on abrutit le jeune avec des exercices de mémoire, qui en font un véritable perroquet, mais rarement un esprit critique, un chercheur.

Là, l'enfant n'est pas un enregistreur de disques, mais chacun a sa personnalité qui se forme, s'extériorise dans la liberté. Là, de lui-même. il épanouit son sens d'observation, de recherche. Là! on l'amène à réfléchir et non pas seulement à répéter.

On lui montrera sa condition de jeune, puis des hommes de tous les pays. On lui montrera les travailleurs sous l'angle véritable. On l'amènera de lui-même à réfléchir sur leurs conditions, leur vie. On sèmera en lui la graine de la conscience individuelle.

Chose aussi intéressante: les jeunes gèrent eux-mêmes leur école, c'est-à-dire qu'ils apportent chacun de l'argent, par la suite décident en commun de son utilisation pour l'achat du matériel.

On est étonné de voir parmi eux cet esprit sensible, réfléchi, cette vitalité. Comme nous aimerions que des initiatives semblables se développent et comme nous aimerions être assez forts pour que nos camarades instituteurs puissent appliquer de telles méthodes, pour qu'enfin se forme une jeunesse consciente.

Nous aimerions aussi que les camarades militants d'avant-garde se penchent sur ce problème (notamment ceux de Limoges) et apportent une aide dans ce sens.

Il n'appartient qu'à nous, avec une C.N.T. plus forte, que tout ceci se réalise.

G. COUGET.

NOTRE POLITIQUE

Prolétaires! pour nous, une seule politique: *la lutte de classe.*

Les partis politiques ont cloisonné la classe ouvrière, empêchant sa fusion et son élan libérateurs.

Camarades ouvriers, contre le patronat, le salariat, la misère, le chômage, la vie de plus en plus chère... Contre toute production destinée à la guerre, pour abattre enfin le capitalisme et le fascisme, générateurs de guerres: *organisez votre lutte de classe* en rejoignant la C.N.T., seule centrale indépendante de tout parti politique, et seule centrale vraiment révolutionnaire, parce qu'elle attaque le mal dans ses racines!

Si nous avons une politique c'est celle de la lutte de classe (la lutte des exploités contre la classe des exploiteurs).

Si nous avons un parti, c'est celui de la révolution totale!

Travailleur conscient, viens donc lutter avec nous pour le chambardement de tous ceux qui veulent nous gouverner!... et vive la lutte de classe « pour que ça change », pour que nous remplacions le gouvernement des gens par une administration des choses.

Ce que nous voulons:

— La production aux Syndicats;

— La distribution aux Coopératives;

— L'administration aux Communes.

Ce qu'il faut faire pour y arriver:

— S'unir;

— Coordonner notre action dans les Comités d'Unité d'Action « A LA BASE »;

— Préparer le déclenchement de la grande grève: la der des der! celle qui provoquera l'expropriation de tous les capitalistes;

— La grève générale, avec prise de possession de tous les moyens de production, afin d'en assumer nous-mêmes la gestion directe;

— Camarades! au travail! à l'action! On y arrivera:

« Paciencia », comme disent nos frères d'Espagne exilés... Oui, patience, mes amis... et « on les aura »! Patience et persévérance.

Lola ROUSSEL.

LIBRAIRIE

Camarades,

Les étrennes approchent! Pour vos enfants, petits-enfants, neveux et nièces nous avons en librairie un choix important de beaux albums (Bambi, Pinocchio, Donald, etc... au prix de 115 fr., franco 145 fr.

C. C. P. de la Librairie n° 7473-08 adressé à MARCHETI Robert, 1, rue Dulaure, Paris-20e.

Catalogue sur demande.

Faites plaisir à vos petits en faisant vivre l'organisation!

« LES LIVRES DE POCHES »

BENOIT. — Kœnigsmark. — Mademoiselle de la Ferté.
COLETTE. — L'Ingénue libertine.
CRONIN. — Les Clés du Royaume (2 vol.). — La Dame aux œillets.
DABIT. — L'Hôtel du Nord.
GIDE. — La Symphonie pastorale.
GREENE. — Le troisième Homme.
HEMINGWAY. — L'Adieu aux Armes. — Pour qui sonne le Glas (°).
HERIAT. — Famille Boussardel (°).
HUXLEY. — Contrepoint (°).
KENNEDY. — La Nymphe au cœur fidèle.
KOESTLER. — Le Zéro et l'Infini.
LEHMANN. — L'Invitation à la Valse.
MALAPARTE. — Kaputt (°).
MALRAUX. — La Condition humaine.
MAUGHAM. — Le Fil du Rasoir (°).
MAURIER. — Le Général du Roi.
MONTHERLAND. — Les jeunes Filles.
PAGNOL. — Marius.
ROLLAND. — Colas Breugnon.
SAINT-EXUPERY. — Vol de nuit. — Pilote de guerre.
SARTRE. — Les Mains sales. — Le Mur.
STEINBERK. — Les Raisins de la Colère (°). — Les Souris et les Hommes.
ROCHE. — Jalna (°).
VARENNE. — Nez de Cuir.
VERCEL. — Capitaine Conan. — Remorques.
WERFEL. — Le Chant de Bernadette (°).
WHINSOR. — Ambre (°).
ZOLA. — La Bête humaine. — Thérèse Raquin. Vol. broché 150 (180) Vol. double (°) 250 (280).

« ROMANS DIVERS »

X. — Le Coin des Enfants, 250 (280)
ASSO. — Récréation, 350 (380). Sixième Evangile, 360 (390).
CASTRO. — Emigrants, 390 (420).
CELSE. — Eugène, 180 (210).
DOMMANGET. — Jacques Roux, le Curé rouge, 100 (130). — La Révolution de 1848, 100 (130). — Sylvain Maréchal, 600 (645).
BLANC. — Confusion des Peines, tome I, 600 (645). — Joyeux fais ton fourbi, T. 2, 500 (545). — Le Temps des Hommes, tome 3, 260 (290). — Les 3 vol. 1.450 franco.
HALLE. — Par les chemins creux et la grand' route, 300 (330).
HUGO. — Poésies, vol. broché, 900 (970). Vol. relié, 1.200 (1.270).
LITTRE. — L'Adolescente émerveillée, 350 (380).

REPRESSION ET REVOLTE

1953 aura vu le colonialisme français s'acharner avec plus de vigueur sur les peuples qu'il exploite.

Nous avons déjà, dans ce journal, dénoncé la répression sévissant en Afrique du Nord. Ce n'est pas dans le peu de place qu'offre un journal que nous pouvons relater un bilan de toute la répression qui sévit sous forme d'arrestations, de ratissages, d'assassinats, de tortures policières, d'emprisonnements, de traitrises de fantoches. Il faudrait un volume entier.

Je relate simplement ici un témoignage paru dans l'« Algérie Libre » du 14 novembre 1953. Mais je le relate avec une mauvaise conscience, car, jusqu'ici, nous n'avons rien fait contre cette répression.

« Jeudi 15 octobre à 16 h. 30, l'Administrateur armé d'une mitraillette, des gendarmes, des gardes mobiles et des gardes champêtres tombèrent comme des faucons sur notre Dechra de Tigraout. Après avoir perquisitionné maison par maison, les forces répressives procédèrent aux arrestations de Sefraoui Kaddour, Ahmed Missoum et Khaldi Abdelkader. En notre présence, un enfant de dix ans fut sauvagement battu par les gardes mobiles qui l'ont arraché à ses parents. Nous fûmes conduits ensuite en direction de Nedromah, en passant par les dechras de Beghaoun, Tient et Kriba. Une véritable chasse à l'homme était organisée dans la région. Les gardes mobiles, pareils à des bêtes féroces, se jetaient impétueusement sur les populations. Plusieurs personnes furent arrêtées et emmenées avec nous à la gendarmerie de Nedromah. Nous fûmes alors jetés dans une cellule de trois mètres de côté où nous nous trouvions au nombre de 24. Aussitôt, les tortures commencèrent: on nous déshabilla un par un, puis les mains et les pieds liés, on nous mit en position classique pour la baignoire. Nous avons été soumis aux sévices de l'électricité, de la baignoire et du bâton dans l'anus.

« Ces tortures durèrent trois jours, c'est-à-dire du 15 au 18 octobre. Le frère Zahi Mohammed déclara aux bourreaux nationalistes: « J'ai été, pendant quatre ans prisonnier chez les Allemands et je n'ai jamais vu de sévices pareils ». Les policiers redoublèrent de violence après cette déclaration. »

...Un fait parmi des milliers d'autres!

⁂

Face à cette répression, face à l'exploitation, le peuple nord-africain se révolte. Au Maroc, les attentats font couler le sang de bourgeois français et de « collaborateurs » marocains. En Algérie, la population manifeste souvent contre les arrestations et, de par son action, fait parfois fléchir les flics tandis que les chômeurs s'organisent magnifiquement. La « quinzaine de lutte contre la répression » est un pas vers une lutte générale qui aura d'autant plus de succès que le peuple français se solidarisera concrètement avec elle. En Tunisie, les grèves éclatent.

⁂

Dans nos Histoire de France, dans certains mouvements de jeunesse — tel que le scoutisme —, par la radio, le cinéma, la presse, l'on masturbe le cerveau des gosses de France avec la mission civilisatrice de celle-ci chez les peuples « arriérés » d'Afrique Noire. Le visage de la vérité est caché. La vente humaine, le travail forcé existent. En Oubangui-Chari, dans les régions cotonnières, chaque habitant est astreint obligatoirement à planter le coton sur une superficie de 80x80 m., sous les exactions brutales de la milice qui ne recule pas devant l'assassinat.

A tous les récits bourgeois, les hypocrisies des revues « missionnaires » calotines, à toutes les pommades faites au Prix Nobel de la Paix 1952, le Dr Schweitzer, nous opposons un témoignage du député de l'Oubangui-Chari, Boganda, paru dans l'« Observateur » du 12 novembre 1953:

« A Mobaye, une femme du nom de Dabayassi, mère d'un bébé de cinq à six mois, a planté son champ de coton, 80x80 mètres, c'est la mesure réglementaire. L'agent d'agriculture européen veut l'obliger à aller travailler sur le champ d'un autre. Elle refuse, en déclarant qu'elle doit s'occuper de son nourrisson. On la sépare de son bébé, on l'emprisonne au nom de la France. Au bout de huit jours, on lui demande 500 francs d'amende. Comme elle ne les a pas, l'administrateur des colonies, chef du district, la remet à un milicien qui pendant trois jours l'expose en vente sur la voie publique...

« ...Plusieurs personnes ont été vendues sur le marché de Mobaye par des miliciens, sur ordre de l'administrateur des colonies, chef du district. »

⁂

Mais l'Afrique Noire, par le syndicalisme, se défend. Les derniers mois de l'année 1953 auront vu en A.O.F. l'éclatement de magnifiques grèves générales, de grèves dépassant parfois en durée celles qui attaquent le capitalisme et l'Etat en France.

A la suite d'un autre témoignage sur l'assassinat d'un paysan noir, Boganda conclut:

« Les paysans oubanguiens peuvent-ils attendre avec résignation les coups de crosse des miliciens qui ont achevé Yangoubanda, déjà anémié par la sous-alimentation et la culture forcée du coton?

« Pourquoi travailleraient-ils, s'ils attendent la mort d'un moment à l'autre? Pourquoi travailleraient-ils si le fruit de leurs efforts ne leur appartient pas? »

⁂

Et nous, qu'attendons-nous?

Allons-nous attendre que les peuples coloniaux découvrent le communisme libertaire?

Allons-nous puiser dans ces témoignages une simple satisfaction de s'être engagé dans la lutte contre le capitalisme? Ou, bousculant une partie d'un

(*Suite page* 4)

-- Chronique juridique --

LE MEMENTO DES TRAVAILLEURS

POUR LES TRAVAILLEURS ETRANGERS A QUI EST REFUSE LE RENOUVELLEMENT DE LEUR TITRE DE TRAVAIL

L'article 4 du décret du 12 mars 1951 prévoit que les travailleurs étrangers peuvent être admis au bénéfice des allocations de chômage tant que leur carte de travail est en cours de validité, mais cessent de percevoir ces allocations dès que la validité de ce document arrive à expiration.

Or, par lettre circulaire « M.O. » 98/53 du 13-11-53, le Ministère du Travail appelle l'attention sur le cas des travailleurs étrangers qui, sans être l'objet de mesures de licenciement, se voient refuser le renouvellement de leur titre de travail en raison de la situation de l'emploi.

« Dans un souci humanitaire, il m'a paru nécessaire d'adopter, en faveur de cette catégorie de travailleurs, une mesure de bienveillance qui ne porte néanmoins pas atteinte aux intérêts de nos nationaux.

« A l'avenir, en conséquence, le travailleur étranger, à qui le renouvellement de sa carte de travail est refusé, pourra, *pendant la durée de validité de sa carte, de séjour et au maximum pendant six mois*, être inscrit comme demandeur d'emploi dans une ou plusieurs professions relevant du secteur déficitaire et pour lesquelles il justifie de références ou d'aptitudes physiques ou professionnelles suffisantes. Le cas échéant, vous prescrirez un contrôle préalable si les attestations fournies ne vous paraissent pas probantes. Il bénéficiera ainsi, durant cette période, des allocations familiales et de la garantie des assurance sociales, s'il est titulaire de la carte de résident ordinaire. »

INDEMNITES DE DEPLACEMENT AUX ASSURES SOCIAUX

L'arrêté du 27 février 1951 prévoit dans son article 3, que l'indemnité de repas ou d'hôtel, allouée aux assurés sociaux en cas de maladie, longue maladie et invalidité et aux accidentés du travail se trouvant dans l'obligation de se déplacer pour divers motifs (contrôle médical, etc.), ne peut être supérieure aux taux des indemnités pour frais de tournées fixées par le décret du 4 octobre 1945, modifié, pour les fonctionnaires et agents du groupe IV.

Or, les indemnités pour frais de tournée, relevées en dernier lieu par le décret du 22 juin 1951, se trouvent modifiées par les articles 12 et 13 du décret du 21 mai 1953. Elles sont égales à 80 p. 100 du montant des indemnités de mission, soit pour le groupe IV: 80 p. 100 de 400 fr. = 320 francs. Il n'est plus fait de distinction entre le chef de famille et les autres agents. De plus, l'article 13 du décret du 21 mai 1953 précise les modalités d'application du taux de base de l'indemnité de tournée selon le nombre de repas ou de découchers.

PRECISIONS SUR LES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES ENTREES EN VIGUEUR depuis le 15 Novembre 1953

Un communiqué de la Vice-Présidence du Conseil chargée de la réforme administrative, rappelle que les simplifications administratives prévues par le décret du 26 septembre 1953 sont entrées en application le 15 novembre.

« Les administrations, services, établissements publics, entreprises, organismes ou caisses contrôlés par l'Etat, précise ce communiqué, ne peuvent plus exiger des administrés la remise de pièces d'état-civil pour la constitution de leurs dossiers. Cette remise est remplacée par la simple présentation, suivant le cas, du livret de famille régulièrement tenu à jour ou d'un extrait de l'acte de naissance qui ne peut avoir plus de trois mois d'ancienneté. Le livret de famille ou l'extrait de l'acte de naissance présenté doit être immédiatement restitué.

« Dans le cas où l'intéressé ne se présente pas lui-même à l'administration ou au service chargé de l'instruction de sa demande, il peut se rendre à la mairie de sa résidence. Au vu de son livret de famille ou de l'extrait de son acte de naissance, cette mairie lui remettra une fiche individuelle ou collective d'état civil qui remplacera les pièces d'état civil exigées jusqu'ici, ainsi que les certificats de vie, de célibat, de non-remariage, de non-divorce.

« Les certificats de non-séparation de corps, de domicile ou de résidence sont remplacés par une déclaration sur l'honneur.

« Les légalisations et les certificats de signature par les maires et les commissaires de police ne doivent plus être exigées par des administrations, services ou organismes publics ou contrôlés par l'Etat. »

REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX POUR LES ENFANTS

lorsque les époux sont séparés et que la femme travaille

Pour répondre à une question posée par une lectrice, rappelons que, lorsque dans un ménage les époux sont séparés en fait, mais non en droit, le mari n'est pas juridiquement déchu de la « puissance paternelle ».

Suivant la règle générale, la Caisse de Sécurité Sociale dont dépend le mari reste donc en principe compétente pour le service des prestations demandées par sa conjointe. Il appartiendrait donc à celle-ci de requérir de l'employeur du mari les attestations de salaires exigées par la Caisse. Si celui-ci refuse, la femme pourrait se prévaloir de ce refus pour obtenir de sa propre caisse les prestations auxquelles elle a droit pour elle-même et les enfants qu'elle a à charge.

Dans la pratique, étant donné les difficultés que cette procédure ne manque pas de soulever, il a été recommandé aux caisses de se montrer particulièrement compréhensives à l'égard des femmes assurées par elles-mêmes et abandonnées par leur mari. Les prestations sont alors servies à la femme sur justification de sa situation de fait et, par exemple, par la production d'un certificat de domicile attestant qu'elle vit seule avec ses enfants.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association — Internationale des Travailleurs —

RÉDACTION - ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr
Changements d'Adresse : 20 francs
C.C.P. André Raux - 262, av. de la République à Epinay-sur-Seine (Seine) C.C.P. 233-92 Paris

Artistes et révolutionnaires

Nous voulons aujourd'hui entretenir nos lecteurs d'un sujet qui, pour être délicat, n'en mérite pas moins l'intérêt des chercheurs.

Existe-t-il un art ou des artistes révolutionnaires? L'inspiration peut-elle trouver ses raisons dans la cause d'une classe, d'un concept sans être menacée de rétrécissement? Que peut-on appeler l'art engagé?

Ces questions, amis lecteurs, combien de fois les a-t-on posées sans y apporter d'autres réponses que des à peu près! Essayons donc de ramener l'objet de notre curiosité sur un plan humain, vierge de tous préjugés de classe, de religion ou de parti et nous aurons bien vite fait de découvrir que l'expression de l'art varie selon les artistes.

Pour bien comprendre un art, il nous faut d'abord comprendre ses interprètes, ses créateurs puisque, sans artistes, l'art ne peut exister. Cette lapalissade à elle seule nous place devant une vision réelle du sujet. Les artistes étant des hommes comme nous, c'est-à-dire avec leur personnalité propre, leur individualité, leur unicité, que pouvons-nous attendre d'eux sinon des attitudes, des propos qui répondent à leur tempérament, à leur caractère, à leur esprit... à leur MOI.

Si donc, les conditions physiques et psychiques qui déterminent leur individualité les amènent à se comporter en bourgeois, en coco, en fasciste, ce qu'ils pourront nous offrir ne sera que l'expression de leurs idées et de leurs mœurs. Evidemment, tel artiste issu d'un milieu bourgeois peut, à un moment donné, par suite de circonstances, de raisonnement intérieur, rejoindre les rangs révolutionnaires ou pour le moins éprouver de fortes sympathies pour la cause des opprimés mais le contraire se produit également et les exemples sont fréquents de ces écrivains, chanteurs, etc., passés de l'autre côté de la barricade. Ce qui prouve bien que, dans la nature humaine comme en toute chose, rien n'est absolu.

Qui de nous n'a connu le cas de tel acteur de cinéma ou de théâtre, stigmatisant la guerre, ironisant les grands et les pouvoirs, et puis s'en allant souffler dans le clairon de Déroulède!

Certains nous diront: les artistes ne sont pas sérieux, il faut s'en méfier. Pas plus que de ces militants syndicaux toujours prêts à trahir l'idéal ouvrier.

Une chose est certaine: de même qu'il y a parmi les prolétaires des militants irréprochables et des arrivistes, il y a dans le monde des artistes des gens sincères qui souffrent avec le peuple et des repus qui considèrent l'art comme un moyen de mener la bonne vie.

Quant aux longues discussions qui ont rempli pendant tout un temps les colonnes de la presse littéraire concernant l'art engagé, nous pensons qu'il n'y avait là qu'une querelle entre académiciens, plus soucieux de leurs prébendes que de la recherche de la vérité.

Le militant sincère s'engage à respecter les statuts qu'il a librement acceptés, de même l'artiste se promet de rester fidèle à l'expression de son choix. C'est autre chose de savoir si son choix est heureux ou non et si son engagement n'en fait pas le docile instrument de l'une ou de l'autre boutique politique.

Tout ce que nous pouvons demander aux artistes, c'est de la sincérité, de l'honnêteté et si ces deux conditions sont remplies, nous pouvons espérer que bon nombre d'entre eux nous rejoindront tôt ou tard, c'est-à-dire lorsque certaines circonstances favorables auront hâté la maturation de leur sensibilité. Hors cela, il y aura toujours comme dans d'autres domaines de la vie sociale des bourgeois, des interprètes dont le seul talent est de flatter les bas instincts des foules pour devenir bientôt leurs idôles.

Qu'on nous permette à ce sujet de rappeler les propos de Maeterlinck: « Dans un roman, un drame, une comédie, un vaudeville, une farce, plus une pensée, une parole, une manifestation quelconque est idiote, insipide et basse, plus on la proclame naturelle et remarquable; plus elle est vulgaire et vile, mieux on s'y reconnaît; plus on l'admire parce qu'elle se rapproche davantage de ce qu'on appelle la nature, la vie, la vérité humaine, c'est-à-dire de la stupidité et de l'ignominie qui, seuls, intéressent le plus grand nombre des hommes ». L'auteur exprime à merveille le fond de notre pensée, bien que nous puissions ajouter pour conclure que, de même que l'art subordonné à une entreprise politique ou commerciale ne nous intéresse pas, l'art pour l'art nous paraît une absurdité car il est une expression de la vie, il n'est pas la seule ni même la plus importante. Il y a quantité d'autres manifestations qui contribuent à alimenter notre existence, nous nous proposons d'en parler dans de prochains articles.

GUYOT.
(Minorité syndicaliste révolutionnaire de Belgique)

Répression et Révolte

(Suite de la troisième page)

orgueil idéaliste de faux anarchisme, allons-nous engager une action contre la répression colonialiste, une action à nous tout seuls, sans tenir compte des organisations de luttes des peuples opprimés sous prétexte que celles-ci sont nationalistes ? Ce serait méconnaître l'Histoire!

En ce début d'année, laissons la morale des vœux à l'hypocrisie bourgeoise. Mais si, au cours de l'année 1954, les syndicalistes révolutionnaires n'engagent pas une action réelle contre le colonialisme et la répression, alors nous serons des assassins, complices du capitalisme français.

P. MORAIN.

ANGLETERRE

Congrès de la Syndicalist Workers Federation

RESOLUTION

« Le 4e Congrès de la Fédération des Travailleurs Syndicalistes, réuni à Londres le 29 novembre 1953, envoie ses salutations de solidarité à toutes les sections de l'A.I.T. et, par elles, aux syndicalistes révolutionnaires du monde, en particulier à ceux qui continuent à maintenir la bannière de notre mouvement international dans des pays tels que l'Espagne, le Portugal, l'Argentine et la Bulgarie, où le mouvement est forcé de lutter contre les forces brutales de la répression policière et l'Etat totalitaire. »

ESPAGNE

A PROPOS DE FRANCO

Il nous arrive parfois de discuter avec des responsables C.F.T.C. qui nous déclarent avec une conviction non dénuée de sincérité que le Pape s'est montré adversaire résolu du système franquiste.

Mais, dans l'*Ouest-France* du lundi 21 décembre (quotidien catholique de la région), nous avons lu que le Pape avait décerné au tortionnaire de l'Espagne l'ordre du Christ, la plus haute distinction honorifique de la papauté.

Que pensent les militants sincères de la C.F.T.C. devant cet acte de Rome qui dénote plus que de la bienveillance à l'égard du général « Pitimini ».

Que l'attitude papale puisse les faire réfléchir.

On nous communique ...

Une date à retenir: Dimanche 31 janvier 1954, à 14 h. 30, salle Suzanne-Buisson, 7, rue de Trétaigne (métro: Joffrin), les amis de Sébastien Faure organisent, pour la première fois, avec le concours du groupe libertaire « Louise-Michel », la fête anniversaire de l'amitié anarchiste. Un magnifique programme vous sera offert.

Le Directeur-Gérant: AKOUN Elie.

SO.FR.IM., 17, rue de Clignancourt.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

Aspects tragiques de l'Espagne totalitaire

(Suite du n° 115)

Dans les rangs formés pour aller à la cour et rentrer aux dortoirs, et dans ceux des dimanches et jours de fête pour assister à la messe, on oblige les vieux, malades et infirmes à le faire au son de marches militaires comme s'il s'agissait de reclus jeunes et sains.

Le jugement le plus étroit et obscurantiste s'applique aussi à San Miguel de los Reyes quant aux livres d'étude et lectures récréatives. En ce sens, le curé du pénitencier est un digne auxiliaire du directeur, car sa censure ne permet pas au plus petit rayon de lumière spirituelle de pénétrer.

Auparavant, l'entrée deslivres était autorisée, avec l eveto à l'égard de quelques auteurs, comme Chamuno, Maranon, Pio Baroja, Stephan Zweig et d'autres. Le nouveau directeur a interdit l'entrée des livres et a même suspendu celle de la presse sportive, comme « Marca », qui est autorisé par la Direction Générale des Prisons. Dans sa haine pour la culture et tout ce qui signifie expansion du prisonnier, le directeur a ordonné la remise de tous leslivres particuliers, même ceux d'étude et les dictionnaires de la langue espagnole, pour les déposer à la bibliothèque du pénitencier où ils sont restés jusqu'à présent sans qu'on ait pu à peine les lire, car s'il est permis au reclus d'aller lire à la bibliothèque, il ne peut profiter de cette autorisation, puisque les heures de lecture coïncident avec celles du travail, et comme 90 pour 100 des condamnés sont obligés de travailler dans les ateliers pour améliorer l'alimentation, étant donné que l'ordinaire est mauvais et insuffisant, il est bien évident qu'avec une habileté jésuitique le but poursuivi par le directeur est de priver le condamné de l'étude, chose qu'il a obtenue par ce système, en vertu duquel le détenu ne peut même pas disposer de ses propres affaires. Devant cette atteinte à la culture, de nombreux emprisonnés ont opté pour renvoyer les livres à leurs familles; parmi ceux-ci se trouve le groupe de Français de cette prison qui ont envoyé au consul français de Valence tous les livres qui leur appartenaient. Le cri connu du fauve franquiste Millan Astray, « Mort à l'intelligence », résonne lugubrement dans les murs du pénitencier de San Miguel de los Reyes, l'un de ces centres de douleur et d'injustice du régime franco-phalangiste.

On veut que les emprisonnés restent soumis à l'ignorance, à l'abrutissement, qu'ils deviennent immoraux, que pendant leur séjour dans les prisons ils ne cultivent pas leur intelligence et s'avachissent au point de rester insensibles devant la douleur de leurs propres compagnons, pour tuer en eux ce qu'il y a de noble, de juste, l'idéal pour lequel ils luttèrent et pour lequel la dureté du régime fasciste les a conduits à la prison; aussi lorsqu'ils sortiront — s'ils en sortent — ils ne pourront se réadapter à la vie civique et la prison n'aura pas été pour eux l'université douloureuse du peuple, mais le puits purulent des plaies humaines. L'UNESCO qui a accueilli dans son sein, pour la honte du monde civilisé, le sreprésentants franquistes, peut offrir ces exemples édifiants de la façon dont l'Espagne de Franco défend la culture.

Se rapportant à cette question, un emprisonné a fait 45 jours de cachot. Il s'appelle Ramon Avino Fuentes, de la gauche républicaine. Son fils, à Madrid, lui proposa d'acheter quelques livres pour les lui envoyer. Il lui répondit: « J'accepterais avec plaisir ta proposition, mais il est inutile que tu envoies les livres, parce qu'à San Miguel la culture est interdite ». Comme la lettre était envoyée par courrier ordinaire, en passant par la censure, le gardien-chef de ce service retint la lettre et la remit au directeur, qui fit mettre son expéditeur au cachot.

Les scissionnistes de la C. N. T. E.

De tout temps, l'ambition a causé des rivalités parmi les vaniteux; les louanges et les titres surfaits pour les besoins de la cause durant la Révolution en Espagne ont tourné la tête à des hommes qui jadis furent de bons militants. Mais, hélas! l'échec ou les revers soufferts par la mainmise du fascisme sur l'Espagne ont fait prendre par orgueil des positions erronées à des hommes qui semblent aujourd'hui poussés vers un repentir tardif.

Ces quelques mots nous sont inspirés par le document dont nous extrayons littéralement les passages que nous jugeons essentiels pour que soit compris une fois pour toutes qu'il n'y a qu'une C.N.T. espagnole et que la fraction scissioniste n'est que l'expression de quelques arrivistes et politiciens comme le prouve le texte suivant que nous regrettons de ne pas publier *in extenso* à cause de sa longueur. Personne n'ignore que ceux qui sont de bonne foi et ont été leurrés par un sentimentalisme exploité en vue de la libération de l'Espagne par voie diplomatique, par ce courant politique, sont attendus les bras ouverts par leurs camarades de la C.N.T. d'hier et d'aujourd'hui:

Extraits de la motion approuvée par l'assemblée générale de la F.L. de Paris, de la C.N.T.E. scissionniste du 15 août 1953:

« A l'assemblée générale extraordinaire de cette F.L. et par suite du débat provoqué par les rapports relatifs au dernier Congrès de l'A.I.T., nous avons pris l'accord d'*exiger la démission irrévocable de tous les membres de l'actuel sub-Comité National.*

Quelles sont les raisons qui déterminent notre condamnation sévère d'une ligne de conduite?

A mesure que, dans ces derniers temps, la population pénale de notre pays grossissait de militants, nous étions persuadés, à la F.L. de Paris, que le moment était venu de nous grouper, en étroit contact, pour apporter à nos prisonniers — spécialement à eux — un concours fraternel qui fut à la fois stimulant et encourageant...

Quels travaux positifs avons-nous fait? Qu'avons-nous fait pour ne pas nous désillusionner mutuellement dans un travail stérile?

Le spectacle de nos querelles déprime et attriste. Cette F.L. a dénoncé au Sub-Comité National certains faits surprenants estimant que, si on n'amendait pas quelques erreurs, on arriverait à une situation chaotique... Chaque fois que nous avons élevé une censure bénigne, une critique ou une simple observation, on nous a accusés, même publiquement, de l'horrible délit de rompre cette harmonie supposée, appliquée hiérarchiquement comme un « diktat ».

La responsabilité de nos échecs nous incombe à nous tous, plus ou moins, mais que dire de la formidable responsabilité qui pèse sur le Sub-Comité National?...

Nous avons frustré nos prisonniers. Le Sub-Comité National les a déçus, en sa triple essence:

Comme hommes, parce que leurs besoins n'ont pas été secourus comme il le fallait;

Comme expression idéologique, en nous refusant le droit de critique dans notre presse;

Comme révolutionnaires, en supprimant, délibérément, tout développement conspiratif contre le régime et notre presse confédérale clandestine.

Nous n'exagérons pas. Le secrétaire lui-même, de vive voix, et devant quarante et quelques membres de l'assemblée, l'a dit à Paris. En toute franchise. Mais pour corriger tant de travers, il a voulu ressusciter artificiellement notre presse en la fabriquant en France, dans le but de négocier un prestige bien tombé devant le VIIIe Congrès de l'A.I.T.

Que s'en est-il suivi? Il est facile de le deviner...

CONGRES DE L'A.I.T. — La majorité des Locales, soutenues d'ailleurs par le Sub-Comité National dans ses circulaires euphoriques, prit la décision d'assister au Congrès pour raisonner et défendre la position de l'Espagne, pour justifier l'absence de l'intérieur et soutenir les diverses filiales qui ont notre interprétation et sympathisent avec la cause espagnole. Et, en dernier, abandonner les sessions si le Congrès tolérait la dualité de représentation.

Pourquoi le Sub-Comité National décida-t-il en dernière heure de ne pas assister?

Parce qu'il avait la pleine conscience d'une situation d'infériorité, produit de ses bêtises.

Au Plenum de Toulouse de juin 1952, le camarade Vallejo affirma, sans aucun respect pour les emprisonnés, qu'on avait supprimé la presse clandestine parce qu'elle constituait un suicide organique et un moyen d'alimenter les prisons. Cette honteuse affirmation, il l'a répétée dans une assemblée de cette locale à laquelle il assistait.

Eh bien! ce camarade, d'accord avec le Sub-Comité National, falsifia entièrement une C.N.T. clandestine, dont le fac-similé parut dans *Espagne Libre* le 7 juin 1953...

Le Sub-Comité National nous dit que lorsqu'il apprit la dernière répression, il envoya un délégué pour aider à la réorganisation. S'il en est ainsi, nous acceptons encore moins l'absence de l'Intérieur au Congrès de l'A.I.T., car le même émissaire pouvait résoudre la question. Et qu'on n'invoque pas des empêchements de caractère organique quand le Sub-Comité National n'observe aucune règle dans son action et ne s'arrêta pas pour falsifier la presse clandestine...

Abandon des prisonniers

— Le Sub-Comité National, qui évoque l'Espagne avec la même facilité et fréquence avec laquelle il la supplante, ne connaît pas le nombre des prisonniers et ne s'intéresse à leur sort que pour des buts purement sentimentaux et de propagande. Il n'a fait aucune campagne documentaire face aux chancelleries et organisations démocratiques du monde, bien que les prisonniers le désirent et le demandent comme nous pouvons le démontrer par des lettres provenant de quelque pénitencier.

Il ignore ou ignorait le nombre de Comités Nationaux détenus. La liste fournie par *Espagne Libre* dans son numéro extraordinaire du 19 juillet dernier fut extraite d'un rapport du camarade Juanel, premier délégué régulier de l'organisation en France, et qui fut sept ans emprisonné. Ils refusent aussi d'envoyer ce rapport, destiné aux militants. Ils ne veulent pas qu'il soit connu des camarades et s'en servent pour paraître informés.

... Il n'existe aucune liaison sérieuse ni régulière avec l'Intérieur. Le Sub-Comité National n'a pas de relation régulière avec l'Intérieur et ne dispose pas du plus petit service de frontière. Ainsi s'explique que les camarades, évadés du Pénitencier de..., aient dû traverser la frontière par leurs propres moyens, au prix de difficultés angoissantes et interminables...

Supplantation de l'Espagne: Au Plenum extraordinaire de Toulouse — juin 1952 — le camarade Vallejo s'est érigé secrétaire de l'organisation en France, invoquant un mandat d'Espagne que personne ne lui avait conféré. Nous ajoutons pour preuve qu'on l'attendait à l'Intérieur pour qu'il informe de sa gestion.

Avec lui vint un camarade représentant la Galicie, qui avait passé plus de trois ans à Barcelone, sans qu'il apporte aucun mandat ni accord de sa régionale. Le camarade qui représentait l'Aragon était en semblable situation...

Les résolutions présentées à ce Plenum et approuvées sous la pression morale qu'ils avaient été élaborés en Espagne, furent entièrement rédigées en France, en marge des délégations.

Quelques régionales, assez de pénitenciers, sans parler des militants qualifiés, ignoraient la tenue de ce Plenum où tant de décisions furent prises en leur nom.

A ce même Plenum, le camarade Vallejo exigea la réélection du camarade Liarte comme directeur de l'*Espagne Libre*, au nom de l'organisation de l'Intérieur, étrangère comme toujours à ces abus de mandat.

Espagne Libre, organe exclusif du Sub-Comité National.

Conduite contraire aux règles organiques du Sub-Comité National. — Les rares fois où le Sub-Comité National soumet quelque problème aux Locales, personne ne peut vérifier le vote, parce qu'on ignore le nombre de F.L. existantes et le nombre d'affiliés que chacune contrôle, étant toujours obligés d'accepter la référence officielle qu'il nous envoie...

CONCLUSION. — Devant une balance de gestion si catastrophique et honteuse comme celle que nous avons établie, n'importe quel Comité confédéral eût démissionné spontanément. Mais comme le Sub-Comité National s'obstine à rester à la tête de l'organisation, essayant de présenter comme des victoires ses bruyants échecs, la F.L. de Paris exige sa démission immédiate... »

Les déclarations suivantes confirment cette circulaire.

Juanel (J. Manuel Molina) relève: « A mon sens, nous avons commis la bêtise de mettre tout l'enjeu sur la carte des gestions politiques et diplomatiques, moins risquées et qui ne s'imposaient pas, et absolument inefficaces si elles ne sont pas accompagnées d'autres procédés consubstanciels à nos caractères et traditions que nous ne devons jamais oublier...

« Te rends-tu compte que, de cette façon, nous restons à la merci, non seulement des monarchistes, mais de Farnco lui-même?

« Nous avons commis une erreur terrible, oubliant l'action et nous fiant à des règles pacifiques de solution, à la satisfaction indescriptible des droites et de Franco. »

(De *Solidaridad Obrera.*)

NOTE : Après ces citations, une question se pose et demande une réponse: Quel rôle a joué Merino, le délégué du Sub-Comité National, au Congrès de la S.A.C. en septembre dernier; il ne pouvait ignorer ces faits?